

Hyperinflation et effondrement : point Oméga des crises du Système depuis 2008



Les Bourses européennes ont fini dans le rouge ce vendredi par crainte d'un effet domino sur les banques. L'ensemble du secteur bancaire est touché. Le CAC 40 a perdu 1,74 % à 7015,10. Après la quasi-faillite du Crédit Suisse, l'attention s'est portée sur Deutsche Bank, première banque allemande, dont les actions ont été massivement vendues (-8,53 %) tandis que le rendement des obligations subordonnées (Additional Tier 1) et le coût d'assurance contre le risque de défaut de paiement (« Credit Default Swap ») de Deutsche Bank ont fortement augmenté.

Le CDS à 5 ans de Deutsche Bank a grimpé à plus de 2,2 %. Les instruments financiers de couverture indiquent une probabilité

de défaut de Deutsche Bank de 27,4 % dans les cinq prochaines années et de 19,3 % pour Commerzbank. Pour Barclays et Société Générale, la probabilité moins élevée se situe autour de 13 %. Signe de nervosité, l'indice de volatilité aux États-Unis s'affichait à 22,76, tandis que l'indice européen a fait un bond à 24,88. Les banques centrales doivent résoudre le problème contradictoire de la stabilité monétaire et de la stabilité financière des banques, de l'inflation ou du krach bancaire et boursier.

Afin de combattre l'inflation, Jerome Powell, le président de la Fed, a annoncé ce mercredi une hausse de 0,25 % du principal taux directeur pour le porter à 4,75 % -5%, en soulignant que d'autres hausses de taux pourraient suivre, si nécessaire, mais qu'aucune baisse des taux n'était anticipée. Sans la faillite de Silvergate Bank, Silicon Valley Bank et Signature Bank, la Fed aurait relevé le taux de 0,50 % au lieu du taux modéré de 0,25 %. Il est évident que le relèvement du coût de l'argent pèse sur les particuliers, les entreprises, les banques, les États et les marchés financiers : depuis l'été 2022, les taux qui étaient de l'ordre de zéro aux États-Unis et négatifs en Europe, ont grimpé à la verticale aux États-Unis pour atteindre 4,75 – 5 % et 3,50 % en zone euro. Il en est de même pour les taux obligataires qui, pendant la même période, ont violemment augmenté de pratiquement zéro à 2,9 % en France et 3,51 % aux États-Unis. Le but recherché par le Système est la hausse des taux pour combattre l'inflation, tout en inondant les banques de liquidités pour éviter leurs faillites.

Powell a aussi insisté sur le fait que, malgré la faillite de banques régionales californiennes, le secteur bancaire était sûr tandis qu'au même moment Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, déclarait, lors d'une audition devant le Sénat, ne pas envisager « une garantie globale » pour tous les dépôts bancaires aux États-Unis, ce qui a fortement ébranlé les investisseurs. Il faut savoir en effet que c'est

le seul gouvernement américain qui devrait mettre la main à la poche en empruntant pour couvrir les dépôts des banques en faillite aux États-Unis. Tout comme en France le FGDR, la FDIC ne dispose que de montants ridicules pour couvrir les dépôts en cas de faillites : le FDIC a seulement 200 milliards de dollars en caisse, alors que les dépôts des deux petites banques californiennes en faillite SVB et Signature représentent déjà, à eux seuls, 250 milliards de dollars ! Ces atermoiements des autorités américaines naviguant à vue pour la garantie des dépôts ainsi que la perte de valeur au prix du marché des obligations détenues par les banques, en raison de la hausse des taux d'intérêt, sont à l'origine de l'actuelle crise bancaire.

Il semble que la Fed, plutôt que de continuer à augmenter les taux, espère que les mesures actuelles vont inciter les banques à réduire leurs prêts, afin de préserver leur liquidité, ce qui ralentira l'économie et l'inflation actuelle de 6 %. Selon une enquête de la Fed en janvier, la demande de crédit bancaire des entreprises et des ménages est déjà moindre, les conditions de prêt étant durcies. La croissance des crédits bancaires aux États-Unis a été nulle ces 3 derniers mois. Lors d'une conférence de presse, Jerome Powell a clairement expliqué que le durcissement des conditions de crédit bancaire était équivalent à une augmentation des taux directeurs de la Fed. C'est pourquoi il ne parle plus de « futures hausses de taux ». Autrement dit, la Fed souhaite transférer une partie de la tâche de ralentissement de l'économie au secteur bancaire. Il est clair que la Fed ne souhaite pas aggraver les difficultés des banques en augmentant les taux (dépréciation de leur portefeuille d'obligations à la valeur du marché).

Mais en accordant des prêts aux banques qui font face aux retraits des dépôts de leurs clients, afin d'augmenter leur liquidité, la Fed a cependant de nouveau augmenté son bilan de 297 milliards de dollars, au lieu de continuer à le réduire, ce qui correspond à l'effet « quantitative easing » d'essence

inflationniste car il y a création supplémentaire de monnaie.

En Europe, la BCE tente de rester ferme dans la tempête bancaire. Christine Lagarde ne juge pas nécessaire « d'arbitrer entre la stabilité des prix et la stabilité financière ». À cet effet la BCE ne donne plus de prévision de hausse ou de baisse de taux. La BCE, comme toutes les grandes banques mondiales, a également effectué des accords swap avec la Fed pour obtenir des liquidités en dollars, ce qui avait été déjà le cas en 2008, lors de la faillite de Lehman Brothers ; à l'époque la Fed avait inondé la planète à hauteur de 20 000 milliards de dollars. De cette façon, la BCE pourra alimenter en dollars les banques européennes si elles font face à des retraits de dépôts ou à des problèmes de liquidités en dollars. Le Crédit Suisse a par exemple dû faire face tout récemment à 110 milliards de retraits de dépôts.

Un autre malaise en Europe vient du fait que les détenteurs d'obligations subordonnées du Crédit Suisse, soit environ 17 milliards de dollars, ont tout perdu, la Banque nationale suisse d'une façon scandaleuse ayant décidé de ne pas les indemniser et de faire passer avant les actionnaires, ce qui est contraire à la morale la plus élémentaire. Les obligations subordonnées jouent le rôle de quasi fonds propres, mais elles n'ont pas, comme les actions le droit de vote et, en contrepartie, elles sont mieux rémunérées que des obligations normales. D'où un très long procès à venir par les détenteurs internationaux prestigieux de ces obligations (Lazard Frères, Blackrock, etc.) et un sentiment justifié de malaise sur les marchés, car il y a eu spoliation pure et simple par la Banque nationale suisse qui se retranche derrière des lois suisses unilatérales et non éthiques.

Il est vrai que la plupart des banques européennes ne sont pas dans la situation de nombreuses banques américaines car elles respectent la réglementation Bâle III mise en place après la crise financière de 2008. Selon le Président de la Banque de France, Villeroy de Gallau, 400 groupes bancaires européens

sont soumis à cette réglementation contre 13 seulement aux États-Unis, les plus grands établissements. Trump, en 2019, a pris la décision stupide de dispenser les banques moyennes et petites des règles de Bâle III.

La BCE vient d'augmenter de 0,50 % ses taux, afin de confirmer sa volonté de combattre l'inflation tout en affirmant que toute nouvelle augmentation des taux dépendra du contexte à venir. Enrayer la panique financière et bancaire tout en domptant l'inflation, tel est le dilemme de la BCE ! L'inflation annuelle en France est estimée actuellement à 6,3 %, mais au Royaume-Uni elle s'élève déjà à 10,4 %. La lutte contre l'inflation est la priorité, mais il sera difficile pour les banques centrales d'aller beaucoup plus loin dans le resserrement monétaire.

L'Italie vient aussi de connaître la faillite de la 20e plus grosse compagnie d'assurance-vie, la compagnie Eurovita qui a été placée sous administration provisoire. Eurovita n'a pas pu supporter la perte de valeur importante de ses obligations françaises et allemandes, suite à la hausse des taux. Tous les fonds sous gestion d'Eurovita, soit 15 milliards d'euros, sont gelés ; les épargnants ne peuvent plus accéder à leur argent. On sent bien que l'économie mondiale a atteint la limite supérieure possible, pour supporter les taux d'intérêt actuels.

Il est probable que le Système va provisoirement venir à bout de cette crise bancaire, avec à la clé une baisse des cours des actions qui sera « vicieuse » selon la banque américaine Morgan Stanley, suite à une double contraction de l'activité et des bénéfices. Les liquidités des banques centrales resteront en effet dans les banques pour éviter la faillite et ne parviendront pas à l'économie réelle, sous forme de crédits bancaires aux entreprises ou aux particuliers. La vitesse de circulation de la monnaie dans le système bancaire diminuera donc d'autant. Les actions baisseront donc, suite à la diminution des bénéfices et à la diminution du coefficient

cours de l'action/bénéfice (P/E), ce qui correspond à une augmentation de la prime de risque.

Mais mortellement blessé depuis 2008, et sauvé par « l'assouplissement quantitatif » des banques centrales, les jours du Système sont maintenant comptés car, à partir de maintenant, seule une conjoncture dépressive, qui ne soit pas sous le signe d'une stagflation par les coûts de l'énergie et des matières premières, peut prolonger son agonie pendant encore quelques mois ou deux ans au grand maximum.

La seule raison de la mort à venir du Système dans un avenir très rapproché : l'hyper-endettement qui, au lieu de régresser, vient d'augmenter d'une façon inconsidérée, en raison de l'erreur phénoménale, du scandale que fut le traitement de la crise du Covid en Occident par le confinement pendant une durée aussi longue. L'endettement de la France, suite à la crise du Covid, a augmenté de 600 milliards d'euros pour le porter aujourd'hui au chiffre démentiel de 3 000 milliards d'euros. La dette du Covid a été reprise essentiellement par la BCE avec l'assouplissement quantitatif jusqu'à l'été 2022. Ce fut alors la fin de l'argent magique et gratuit, avec arrêt d'injections de liquidités et début de la remontée des taux d'intérêts qui étaient négatifs, pour en arriver aujourd'hui au taux de 3,50 % (4,75 %-5 % aux États-Unis)

Or 1 % d'augmentation des taux d'intérêts représente une charge supplémentaire annuelle de 40 milliards d'euros, au bout de 10 ans, selon Villeroy de Gallau. Avec un taux à long terme de 6 %, cela signifierait que la France, à terme, devrait payer 240 milliards d'euros d'intérêt pour un budget régalién légèrement supérieur à 300 milliards d'euros, soit 80 % des recettes de l'État pour ne payer que les intérêts de la dette. Le budget de l'État français ne peut donc pas supporter une telle charge, avec un taux d'intérêt à 6 % pour mettre fin à l'inflation.

Aux États-Unis, le changement de politique monétaire a

commencé au printemps 2022. L'endettement des États-Unis est tout aussi démentiel, mais phénomène nouveau, le roi-dollar est remis en question et les banques centrales de la Russie, de la Chine et des BRICS ne vont plus – ou de moins en moins – acheter de billets du Trésor américain, afin de rémunérer leurs dépôts.

Le Système et la zone euro exploseront suite à la crise de la dette. Le Système, limité par les taux d'intérêt, au-delà des aléas de la conjoncture et de la restriction des crédits par les banques, ne pourra donc qu'assister, plus tôt que nous le pensons, à une inflation rampante structurelle supérieure à 2 %. Cette dernière ne pourra que progressivement monter en puissance, au fil du temps, d'une façon auto-accélérée jusqu'à l'hyper-inflation et à l'explosion, d'une façon tout à fait analogue à ce qui s'est passé en Allemagne, en 1923, pour des raisons différentes (problème du paiement impossible des dettes de guerre du Traité de Versailles). On passera progressivement de l'inflation à un chiffre, puis à deux chiffres et trois chiffres (inflation galopante), jusqu'à l'hyperinflation, sans jamais pouvoir revenir en arrière, en raison de la dette trop élevée, de la perte de confiance des investisseurs dans la dette française !

Les Français, comme le remarque le philosophe allemand Jürgen Habermas, seront obligés de travailler un jour jusqu'à 67 ans et Jean Monnet avait pour une fois raison : « Les hommes n'acceptent les changements que dans la nécessité, et ils ne voient la nécessité que dans la crise ». Le Système en France explosera, suite à l'hyperinflation incontrôlable, mais les raisons profondes de l'hyperinflation auront été l'irresponsabilité et la nullité des élites depuis 40 ans, qui ont accepté une immigration ruineuse (80 milliards d'euros par an), 2 millions de fonctionnaires en trop (84 milliards d'euros), un laxisme généralisé de la dépense publique et sociale (retraite à 60 ans de Mitterrand, 35 heures, gaspillages tous azimuts de l'argent public). Alors qu'il faut changer le Système et les valeurs sociétales, les Français ont

seulement réagi jusqu'à ce jour en demandant à l'État des subventions, des aides exclusivement financées par l'emprunt et toujours plus d'impôts pour les autres, jusqu'à ce qu'un jour cela finisse par retomber sur le nez de tous les Français !

Selon le physicien Albert Bartlett, « une des grandes faiblesses de la race humaine, c'est une incompréhension de la fonction exponentielle ». La France connaîtra un jour, comme le Liban, le dollar à 100 000 livres libanaises ! Quant à l'or qui vient d'atteindre les 2000 \$ l'once, son cours s'envolera jusqu'à atteindre un jour les 10 000\$ l'once, le dollar s'étant entre-temps effondré et la zone euro ayant explosé !

Il est à craindre que la France hyper-endettée connaisse dans un avenir rapproché l'hyperinflation, la banqueroute, le retour au franc, la faillite de l'Europe du Sud, l'explosion de l'UE et de la zone euro, l'effondrement du Système, la misère, la violence, l'explosion politique, sociale, sociétale, économique, monétaire, la guerre civile, la révolution libérale conservatrice ! La raison principale : l'irresponsabilité des dirigeants politiques qui pendant plus de 40 ans, Macron venant couronner le tout, n'ont fait que « bouffer » l'héritage gaullien, tout en pratiquant l'art de plaire face à des Français décérébrés par les médias, et suite aussi aux rêves irréalistes, fumeux, décadents et ruineux des écologistes, des gauchistes et des socialistes.

Marc Rousset

Auteur de « *Comment sauver la France/ Pour une Europe des nations avec la Russie* »